

POLITIQUE. Au sujet du Plan régional de santé.

Le PCF dénonce un plan qui va nuire à la santé



► Mylène Vesentini, Alain Visa, Jean-Pierre Maisterra, Rémi Penavaire et Jacqueline Rougier. Photo Ph. L.

Le processus d'élaboration du Plan régional de santé (PRS) se termine. Au grand dam des élus communistes. Hier, à Narbonne, le responsable de la section du PCF, Jean-Pierre Maisterra, sa collègue Jacqueline Rougier, la conseillère régionale Mylène Vesentini, le Sigeanais Alain Visa, ancien directeur d'une mutuelle, et le Docteur Rémi Penavaire, conseiller municipal à Lézignan-Corbières, avaient invité la presse, à l'Atelier populaire, pour dénoncer les conditions de rédaction de ce texte.

« Pas de démocratie »

« Nous pointons le manque de démocratie. Ce plan « PRS 2 » doit définir la politique de santé sur notre territoire pour les cinq prochaines années, et les élus locaux, les syndicats, les personnels de santé sont écartés de la prise de décision. Du moins, leur avis n'est que purement consultatif. Qui sait même actuellement, dans la population, qu'on élabore le PRS 2 ? C'est inadmissible », peste Jean-Pierre Maisterra. Aujourd'hui, le Conseil départemental de la citoyenneté et

de l'autonomie (CDCA) doit rendre son avis consultatif à Carcassonne. Le PRS entrera en application en juin prochain.

« Ce plan est la continuation des plans précédents. Au menu : austérité budgétaire et privatisation. Il continue la même logique d'affaiblissement du service public et de développement du privé qui devient prépondérant. Or, on sait qu'une véritable égalité territoriale et sociale de santé est fonction de la force du service public... », déplore Rémi Penavaire.

L'ambition déclarée du PRS 2 : « Réduire les inégalités sociales et territoriales ou au moins ne pas les aggraver ». Il propose « des actions soutenables, y compris financière ». Ce qui inspire ce commentaire à Rémi Penavaire : « Là, ce n'est plus de la nuance, d'ailleurs Macron a déjà commencé en réduisant de 2 milliards d'euros le budget alloué aux hôpitaux. »

Et l'élu lézignanais de vanter le concept des Maisons de santé municipales, comme celle implantée à Port-La Nouvelle, qui fut précurseur au début des années 2010. Autre point d'achoppement : la si-

tuation dans les Ehpad (Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes). « Jamais, dans ce PRS, n'est évoqué le besoin en personnel dans ces établissements. C'est incroyable quand on sait la catastrophe humaine que représentent, aujourd'hui, les Ehpad », constate Rémi Penavaire.

« Besoin de postes à l'hôpital »

Alain Visa évoque plus spécifiquement le cas de l'hôpital de Narbonne : « Qui dit projets, dit financements. Nous savons que l'hôpital de Narbonne souffre d'un déficit de 5 millions d'euros sur un budget de 110 millions d'euros... Le directeur de l'établissement a établi un plan de redressement qui implique des suppressions de postes alors que l'hôpital est en sous-effectif permanent... Et la réduction budgétaire décidée par Macron n'arrangera rien... »

Ce que réclame le PCF ? « Nous souhaitons que ce PRS soit rejeté, qu'un nouveau soit proposé et soumis, à l'ensemble des assurés sociaux, par référendum. »

N. B.